

Communauté de Communes
Jabron-Lure-Vançon-Durance

110 rue de l'école– 04290 SALIGNAC

04.92.34.46.75
environnement@ccjlvd.fr

LOGO DE LA MAIRIE

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN TERRAIN
COMMUNAL A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES JABRON-
LURE-VANÇON-DURANCE POUR L'AMÉNAGEMENT DE POINTS
D'APPORT VOLONTAIRE**

COMMUNE DE : _____

RF
SOUS-PRÉFECTURE DE FORCALQUIER

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 13/05/2022
004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE

PREAMBULE

ENTRE

La Communauté de Communes JABRON-LURE-VANÇON-DURANCE, représentée par Monsieur René AVINENS, Président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire n° 00/0000 en date du 00 xxx 00000, désignée ci-après "LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES", d'une part,

ET

La Commune de _____, représentée par Madame/Monsieur _____, Maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal n°00/0000 en date du 00 xxxx 0000, désignée ci-après "LA COMMUNE", d'autre part,

EXPOSE

Dans le cadre de l'opération d'optimisation de la gestion des déchets, il est nécessaire de solliciter l'autorisation des communes propriétaires pour l'aménagement des points d'apport volontaire.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les statuts de la Communauté de commune, approuvés en date du __ / __ / __

Vu la délibération n° 58/2021 du 15 novembre du Conseil communautaire approuvant le lancement du marché pour l'acquisition de colonnes

Vu la délibération n° 00/2021 du 00 _____ du Président/Bureau approuvant les contrats de travaux

Vu les délibérations concordantes des parties aux présentes,

Considérant que dans le cadre de sa compétence en matière de collecte des déchets ménagers, LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES installe et aménage des points d'apport volontaire.

Considérant l'intérêt commun qui se rattache au développement de la collecte sélective.

Considérant que l'implantation de colonnes aériennes d'OMR se substituent aux bacs collectés en point de regroupement, que de nouvelles colonnes de tri vont venir densifier le parc existant, et que des colonnes cartons ainsi que des équipements de gestion de biodéchets pourront éventuellement être installés.

Considérant qu'afin d'offrir un service de qualité et de maintenir un service de proximité aux usagers, compte tenu de la typologie de l'habitat rural, il est préconisé de mettre en place un point d'apport volontaire pour 200 habitants, à différents endroits stratégiques, étudiés au cas par cas et accessibles aux usagers.

| |
|--|
| RF SOUS-PRÉFECTURE DE FORCALQUIER |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/05/2022 004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE |

Considérant que « **L'AMÉNAGEMENT DES POINTS D'APPORT VOLONTAIRE** » fait référence à la **réalisation des installations** (mise en œuvre des travaux de réalisation et d'aménagement du point d'apport volontaire, et installation des divers équipements) nécessaires à la collecte des ordures ménagères résiduelles, des déchets ménagers recyclables (papier-journaux-magazines, emballages et verre) et éventuellement des cartons et des biodéchets sur le territoire de la Commune. Il peut s'agir de colonnes, de panneaux de consigne de tri, d'éventuelles plateformes de compostage, de dalles

Considérant que l'aménagement de ces points vise simultanément à répondre à plusieurs critères :

- Intégrer les colonnes dans le paysage local,
- Faciliter le geste de tri à l'utilisateur,
- Faciliter la collecte,
- Sécuriser le dépôt ainsi que la collecte.

CES FAITS EXPOSÉS, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE .1 OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de sa compétence en matière de collecte des déchets ménagers, la présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles **LA COMMUNE** autorise **LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**, à aménager **des points d'apport volontaire** sur le domaine public. Ces implantations nécessitent en effet la réalisation de travaux et l'implantation d'équipements sur une emprise foncière validée d'un commun-accord (suite à des visites sur place) entre chaque **COMMUNE** et **LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**.

Elle précise également les modalités techniques et administratives pour la **réalisation des installations** (mise en œuvre des travaux de réalisation et d'aménagement du point d'apport volontaire, et installation des divers équipements) nécessaires à la collecte des ordures ménagères résiduelles, des déchets ménagers recyclables (papier-journaux-magazines, emballages et verre) et éventuellement des cartons et biodéchets sur le territoire de la Commune.

Enfin, elle fixe les **droits et les obligations de chacune des parties signataires**.

| |
|--|
| RF SOUS-PRÉFECTURE DE FORCALQUIER |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/05/2022 004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE |

ARTICLE .3 DROIT D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LA COMMUNE met des emplacements à disposition exclusive de LA COMMUNAUTE DE COMMUNES permettant L'AMÉNAGEMENT DES POINTS D'APPORT VOLONTAIRE (tel que précisé en préambule) aux lieux référencés et localisés sur plan cadastral annexé à la présente convention.

LA COMMUNE autorise l'occupation de ces emplacements par LA COMMUNAUTE DE COMMUNES.

LA COMMUNE reconnaît aussi expressément que la destination des lieux implique le passage et le stationnement des véhicules (usagers du service, prestataire de collecte ou de maintenance ou lavage des équipements) sur ou à proximité des emplacements désignés. LA COMMUNE autorise donc de fait LA COMMUNAUTE DE COMMUNES (ou usagers ou acteur de la gestion du service) à utiliser les voiries existantes pour accéder aux colonnes afin de stationner, de les collecter, de les laver ou de les réparer.

LA COMMUNE assure l'entretien des abords des conteneurs incluant tout déchet déposé aux alentours de ces colonnes (dépôt sauvage, déchets à même le sol au pied des colonnes, encombrants, ...). En cas de stationnement sauvage rendant la collecte impossible, cette dernière ne sera pas assurée.

ARTICLE .4 OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Pendant toute la durée de la présente convention, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES s'engage à :

- Réaliser les travaux d'aménagement des PAV (dalles,...) destinés à accueillir les équipements (colonnes aériennes, panneaux de consigne de tri,...).
- Mettre à disposition des équipements nécessaires à la collecte des ordures ménagères résiduelles, des déchets ménagers recyclables (papier-journaux-magazines, emballages et verre) et éventuellement des cartons et biodéchets sur le territoire de la Commune. Ces équipements restent la propriété de la CCJLVD.
- Assurer la collecte régulière des colonnes installées sur le territoire de la Commune ;
- Maintenir ses colonnes et ses panneaux de signalétique en bon état d'entretien, de bon fonctionnement et de propreté. L'entretien des lieux (exception faite de l'équipement) et l'enlèvement de tout déchet déposé aux alentours de ces colonnes, ne pourront être imputées ni à LA COMMUNAUTE DE COMMUNES, ni aux personnes agissant sur ses ordres et pour son compte ;
- Assurer le lavage des colonnes et des panneaux de signalétique ;
- Réparer ou remplacer le matériel défectueux, dégradé ou trop vétuste ;
- Sensibiliser les usagers et les renseigner sur les modalités pratiques de l'organisation du tri

ARTICLE .5 OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

Pendant toute la durée de la présente convention, LA COMMUNE s'engage donc à :

- Autoriser le service public de collecte des ordures ménagères de **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** (ou son prestataire de collecte), à aménager **des points d'apport volontaire** sur le domaine public (travaux et dépose et collecte des équipements nécessaires à la collecte des ordures ménagères résiduelles, des déchets ménagers recyclables (papier-journaux-magazines, emballages et verre) et éventuellement des cartons et biodéchets sur le territoire de la Commune).
- Mettre à disposition gratuite de **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** le ou les emplacement(s) matérialisé(s) au plan ci-annexé
- Favoriser le libre accès aux points de tri aux usagers et aux véhicules de collecte ou du nettoyage des équipements ;
- Veiller à la prévention des éventuelles dégradations du site et du matériel ;
- Appliquer le pouvoir de police du Maire pour que les colonnes ne deviennent pas un lieu de dépôt intempestif d'ordures ménagères brutes ;
- Entretien des abords des conteneurs incluant tout déchet déposé aux alentours de ces colonnes (dépôt sauvage, déchets à même le sol au pied des colonnes, encombrants, ...)
- Relayer l'information destinée à sensibiliser les habitants et les renseigner sur les modalités pratiques de l'organisation du tri et de la collecte diffusée par **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**. Cela pourra se faire par le biais d'articles dans le bulletin municipal, publication sur site internet, ou tout autre moyen permettant d'entretenir la motivation des habitants ;
- Informer **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** de tout dysfonctionnement lié au fonctionnement des colonnes d'apport volontaire (matériel défectueux, propreté, travaux aux alentours du site...)

ARTICLE .6 DURÉE

La présente convention prend effet à la date du **1^{er} mai 2022 sans limitation de durée** (pour la durée nécessaire à l'exercice des compétences communautaires), sauf résiliation ou dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions décrites ci-après (Cf. ARTICLE 10).

La convention est rédigée en deux exemplaires originaux et sera signée par chacune des parties. Tout changement de représentant de **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** ou de **LA COMMUNE** ne

| |
|---|
| <p>RF Sous-préfecture de Orléans</p> |
| <p>Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/05/2022 004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE</p> |

ARTICLE .7 RÉALISATION DES TRAVAUX ET MISE EN PLACE DES EQUIPEMENTS

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES assure la réalisation des installations (mise en œuvre des travaux de réalisation et d'aménagement du point d'apport volontaire, et installation des divers équipements) nécessaires à la collecte des ordures ménagères résiduelles, des déchets ménagers recyclables (papier-journaux-magazines, emballages et verre) et éventuellement des cartons et des biodéchets sur le territoire de la Commune. Elle assure aussi les travaux et tâches nécessaires au maintien en état de cette installation.

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES assure donc la maîtrise d'ouvrage générale et la prise en charge des travaux d'aménagement des points (dalles, ...). Elle passe librement les contrats de travaux conformément aux règles qui lui sont applicables.

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES assure aussi la fourniture et la pose des équipements. Il peut s'agir de la mise en place de colonnes, de panneaux de consigne de tri, d'éventuelles plateformes de compostage ... Elle passe librement des contrats de fourniture conformément aux règles qui lui sont applicables.

ARTICLE .8 COÛT

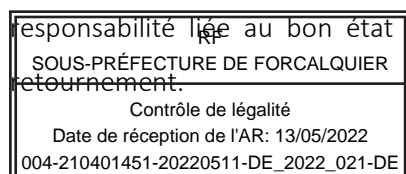
La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit, s'agissant d'un service d'intérêt public.

En effet, il s'agit d'une occupation à titre gratuit. Ainsi, en contrepartie du droit d'occupation qui lui est reconnu, LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ne versera pas de redevance à LA COMMUNE.

ARTICLE .9 ASSURANCES

Chaque partie s'engage à conclure les assurances nécessaires pour couvrir les éventuels dommages causés dans le cadre de l'exécution de la présente convention (travaux, colonnes, alentours du site...).

La Communauté prend en charge les aménagements à apporter au terrain et assume donc toute la responsabilité liée au bon état de ceux-ci et à leur adaptation à une utilisation comme aire de retournement.



ARTICLE .10 DENONCIATION, RESILIATION, ET MODIFICATION DÉPLACEMENT OU RETRAIT DES INSTALLATIONS

Toute demande de remise en cause (résiliation, dénonciation, modification) de cette convention se fera par **Lettre Recommandée avec Accusé de Réception**, expliquant les principaux motifs et justifications de la requête. En fin de convention pour quelque cause que ce soit, le terrain sera restitué au propriétaire en l'état où il se trouvera. Aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

❖ DENONCIATION

La présente convention peut être **dénoncée**, pour le ou les points d'apport volontaire visés, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation ne pourra intervenir que sur décision de l'organe délibérant, qui devra être dûment motivée et notifiée à l'autre partie.

Dans le cas d'une demande de retrait des équipements de **LA COMMUNE, LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de la lettre l'en informant, pour répondre à **LA COMMUNES. LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** dispose d'un délai de six mois à compter de la date de réception de la lettre l'en informant, pour trouver une solution de remplacement, informer les usagers concernés par la modification du circuit de collecte engendrée par ce choix, et procéder au retrait des équipements.

Dans le cas d'une demande de retrait des équipements de **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES, LA COMMUNE** dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de la lettre l'en informant, pour répondre à **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**.

❖ RESILIATION

La présente convention sera **résiliée automatiquement**, pour le ou les points de tri précisés dans lettre de résiliation, si l'une des parties, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception reste sans effet dans ces délais de 1 mois.

La résiliation sera effectuée de plein droit en cas de retrait de **LA COMMUNE** au sein de la CCJLVD.

LA COMMUNE recouvrera aussi l'ensemble des droits et obligations sur le terrain dans les cas suivants de désaffectation du terrain par rapport aux compétences exercées par **LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES** ou de dissolution de **LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES**.

| |
|--|
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/05/2022 004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE |
|--|

❖ MODIFICATION

Pendant sa durée d'exécution, la convention pourra être modifiée à la demande de l'une ou l'autre partie.

Les modifications souhaitées feront l'objet d'un avenant conclu et signé par les deux parties.

Si l'avenant ne reçoit pas acceptation sous quinzaine, la convention devra être dénoncée dans les conditions prévues à cet effet.

Pour rappel, tout changement de représentant de **LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** ou de **LA COMMUNE** ne remettra pas en cause la présente convention.

❖ DÉPLACEMENT OU RETRAIT DES INSTALLATIONS

LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES sera chargée de l'enlèvement des équipements (colonnes, panneaux de consigne de tri, éventuelles plateformes de compostage ...).

La remise en état du terrain sera à la charge du signataire responsable de la demande de déplacement ou du retrait des installations (**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES** ou **COMMUNE**), sauf accord précisant des modalités autres.

Le retrait des installations implique que la présente convention soit dénoncée pour le ou les points de tri concernés, dans les conditions prévues à cet effet.

En tout état de cause, **LA COMMUNE** et **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES** s'engagent à ce que le retrait ou le déplacement de(s) colonne(s) n'amoindrisse pas la qualité du service proposé en descendant en deçà des seuils préconisés au préambule.

ARTICLE .11 LITIGES ET RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de désaccord, une solution devra être trouvée prioritairement à l'amiable entre les deux parties.

| |
|---------------------------------------|
| RF |
| SOUS-PRÉFECTURE DE FORCALQUIER |
| Contrôle de légalité |
| Date de réception de l'AR: 13/05/2022 |
| 004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE |

Si le litige persiste, la partie demanderesse pourra alors saisir la juridiction compétente.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux dont un est remis à chaque signataire.

Le [REDACTED] 2022,

Le Maire de : [REDACTED]

Le Président de la Communauté de communes,
JABRON-LURE-VANÇON-DURANCE,

[REDACTED]

René AVINENS

| |
|--|
| RF SOUS-PRÉFECTURE DE FORCALQUIER |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/05/2022 004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE |

ANNEXE .1 DESCRIPTION DU SITE CONCERNÉ

| NOM DU PAV | RÉFÉRENCE PARCELLAIRE | SURFACE |
|------------|-----------------------|---------|
| | | |

ADRESSE DE L'EMPLACEMENT (et indication géographique de l'emplacement) :

Plan cadastral du site faisant apparaître l'emplacement des équipements :

Photo de l'emplacement valant état des lieux du terrain avant travaux et implantation des équipements

:

| |
|--|
| RF SOUS-PRÉFECTURE DE FORCALQUIER |
| Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 13/05/2022 004-210401451-20220511-DE_2022_021-DE |